

SORTIR LE PARTI DE LA CRISE

Chers camarades,

Le Parti est en crise.

Les élections de juin ont montré la faillite des orientations actuelles du Parti.

De plus en plus de camarades se sentent désemparés et se démobilisent.

Le Parti risque de s'effriter. Il ne se manifeste plus, essentiellement, qu'à travers les déclarations et les communiqués dont chacun aggrave la crise du Parti.

Cette crise est, à notre avis, la résultante de problèmes d'orientation et de fonctionnement du Parti.

Sur le plan des orientations, les dernières prises de position de la direction du Parti ont créé une situation extrêmement grave non seulement pour le Parti mais pour l'avenir même des idées du socialisme scientifique dans notre pays.

LA DECLARATION DU 18 JUIN

La déclaration du 18 juin a consterné le militant et porté un grand préjudice au Parti.

Face à la réalité du résultat des élections, la direction du Parti n'a trouvé d'autre explication que de nier cette réalité, se privant ainsi du même coup des moyens de comprendre cette réalité et d'en tirer, courageusement, les leçons qui s'imposent en ce qui concerne les orientations du Parti.

En proclamant, de manière dérisoire, que les résultats de ces élections « auraient pu être **purement et simplement** annulés », qu'ils sont encourageants pour notre Parti » et que chaque voix qui s'est portée sur lui « vaut son pesant d'or » (nouvelle conception de la quantité en qualité !), la direction a ainsi remplacé le procès du pouvoir et de sa politique par celui du peuple.

Elle a fait preuve en même temps d'irresponsabilité en pouvant donner ainsi l'impression que nous préférons un coup de force et donc d'aventure, à une issue démocratique à la crise politique actuelle.

En n'ayant d'autre souci que de dénoncer le danger du FIS et de mettre « devant l'Histoire » la nation en garde contre « le malheur » qu'il pouvait apporter, la direction a voulu ainsi prendre ses responsabilités historiques. Certes, il y a là du courage, comparé à l'attitude d'autres forces politiques. Mais ce courage aurait été plus grand, plus convaincant si le fond du problème n'avait été en même temps esquivé, celui de la responsabilité historique du pouvoir dans la société actuelle et celui de ses propres responsabilités dans l'absence de toute autre issue offerte au peuple.

S'agit-il, en effet, de clamer au peuple que nous sommes les adversaires les plus résolus du FIS, ou bien s'agit-il de lui montrer que nous sommes les défenseurs les plus déterminés de ses intérêts ? Car derrière le danger qui a été ainsi dénoncé, il y en a encore un plus grand, dont le premier n'est que la conséquence, et que la déclaration n'a cessé d'éviter : c'est celui d'orientations qui n'ont cessé d'éloigner le Parti du peuple et qui expliquent que le peuple s'est éloigné du Parti.

La déclaration du 18 juin n'est que l'aboutissement d'une ligne politique qui est apparue aux yeux des masses comme une ligne de soutien au pouvoir actuel et donc une politique qui a consisté à faire porter à la classe ouvrière et aux masses populaires le fardeau de la crise et à les écraser.

Cette ligne est apparue comme une ligne opportuniste, empruntant des justifications diverses, mais restant en pratique la même à l'égard des gouvernements successifs et bien que le pouvoir ait basculé dans une politique anti-populaire au début des années 80. Si des critiques ont été formulées, elles sont restées dans les faits verbales, et n'ont en tout cas jamais, sur le terrain des luttes concrètes, orienté notre activité politique. C'est ainsi qu'après les massacres d'Octobre, la direction du Parti a décidé de ne pas dire « non » à la candidature de Chadli, donnant comme explication qu'il fallait « préserver la stabilité d'un pays » en dépit d'une réalité qui montrait que c'était précisément à la politique du pouvoir représentée par Chadli qui était la cause de l'instabilité du pays.

A cette ligne invariable de « soutien critique », la classe ouvrière a opposé la critique de notre soutien au pouvoir.

La tendance à esquiver en permanence cette question politique clé, la question du pouvoir, s'est exprimée dans la tendance à réduire la position de la classe à une position syndicale. La défense, fatalement alors inconséquente des intérêts économiques de la classe ouvrière (pouvoir d'achat, salaires, etc.) a été présentée comme la défense de ses intérêts politiques. La classe ouvrière a été ainsi livrée à l'influence politique et idéologique des autres forces sociales et des forces politiques qui elles posaient la question du pouvoir et proposaient une alternative.

Pourtant déjà à la veille des événements d'Octobre, la situation était caractérisée par la montée des luttes ouvrières, lesquelles stimulaient la lutte de l'ensemble des travailleurs. C'était le signe que la classe ouvrière s'était portée résolument à l'avant-garde de la protestation populaire, qu'elle recherchait une issue à la situation et qu'il était possible que cette issue soit la plus favorable pour le peuple, à condition de faire la jonction avec les luttes ouvrières.

Mais le Parti n'a pas perçu la signification de ces luttes et de la situation. Les orientations qui ont été données ont consisté, après Octobre 88, à interpréter le mouvement de masse comme la source de tensions préjudiciables à « un processus démocratique fragile ». la question centrale de la démocratie a alors été inversée : au lieu de faire de la démocratie un instrument de développement des luttes de masse et donc des luttes de masse un instrument de développement de la démocratie, une démocratie conséquente au profit du peuple, la tendance a prédominé de plus en plus à freiner le mouvement de masse. Le Parti est apparu alors comme une force qui craignait le mouvement populaire, et ceci malgré les efforts de nombreux camarades pour être présents dans les luttes et montrer le danger d'une telle orientation.

Ainsi s'est opéré le passage aux positions du démocratisme bourgeois et la voie s'est trouvée ouverte à la subordination, à la vision et aux intérêts de la bourgeoisie.

Une telle position ne pouvait permettre la jonction avec la classe ouvrière et les couches populaires. Elle ne pouvait permettre que la jonction avec la partie des couches moyennes, la plus proche, pour les (raisons ?) culturelles propres à notre pays, de l'appareil de l'Etat. C'est effectivement ce qui se passa, encore qu'il faille préciser que d'autres forces politiques telles que le RCD, sont bien plus à même de réaliser « naturellement » cette jonction ou bien, ce qui revient au même, qu'une telle jonction suppose la transformation du contenu de classe du (.. ?..) Parti.

C'est dans la logique interne de ce processus qu'il faut chercher l'explication de l'alliance préférentielle avec le RCD comme une tendance de celui-ci à dominer cette alliance.

Mais avec ce processus, un nouveau pas risquait d'être franchi dans la dégradation des positions de classes et des positions nationales du Parti.

« L'avant-projet de résolution politico-idéologique » de Juin 1990 vient de franchir ce pas.

L'AVANT-PROJET DE RESOLUTION POLITICO- IDEOLOGIQUE

Cette résolution fait des contradictions internes de la bourgeoisie algérienne, divisée pour les besoins de la démonstration en une fraction « archaïque » et une fraction « moderne », le moteur de l'évolution historique de notre société, comme elle fait, sur le plan international, des contradictions inter-impérialistes le moteur de l'évolution du monde actuel. **Tel est le fond de cette résolution**, qui est présentée comme une « percée idéologique ».

Il a fallu 40 pages de journal, du journal du parti de la classe ouvrière, pour tenter à la fois de justifier cette idée principale et de la camoufler.

Ainsi se trouve nié le rôle de la classe ouvrière et celui des masses dans l'Histoire. La classe ouvrière est conviée à se contenter de jouer le rôle d'une force d'appoint et à se prosterner devant la bourgeoisie qui désormais « assume l'initiative historique ».¹

Abandonnant le point de vue de classe, les auteurs de la résolution divisent la société en une « société moderne » et une « société réactionnaire », « archaïque », « passéiste », obscurantiste ». Ils déclarent à ce propos que « la contradiction principale ne se situe pas fondamentalement dans la sphère de l'idéologie et de la culture ». Mais ils se contredisent eux-mêmes puisque, par la division qu'ils opèrent, ils situent la source de la contradiction principale justement dans « la sphère de l'idéologie et de la culture ».

Car comment décider de l'appartenance à la « société moderne » ou à la « société réactionnaire » et archaïque » (et quels sont les juges ?) si ce n'est en fonction de critères idéologiques et culturels ? Un ouvrier ou un paysan pauvre porteur de l'idéologie « féodale » et « passéiste » serait-il à classer dans la « société moderne » ou dans la « société réactionnaire » ? Faut-il les classer suivant leur être social, comme le réclame le matérialisme historique, c'est-à-dire suivant leur position de classe, leur place par rapport à la propriété des moyens de production, ou bien suivant leur conscience sociale ?

Donc, si l'on suit le raisonnement de la résolution, des millions de paysans, de jeunes, d'ouvriers aussi, qui ont voté pour le FIS (et qui vivent d'ailleurs souvent dans des villes modernes en travaillant dans des entreprises modernes) seraient à classer dans la « société réactionnaire », puisqu'ils ont montré ainsi qu'ils ne se comporteraient pas en « gens modernes ». Ils feraient donc eux aussi partie de ces forces qui, comme le dit la résolution, œuvrent « sous le poids des préjugés et idéologies passéistes et réactionnaires » à freiner « le progrès et la modernisation de la société ». Nous revoilà sur la déclaration du 18 Juin qui fait le procès du peuple.

Et si l'on continue à suivre ce raisonnement, les paysans liés aux structures « précapitalistes et féodales » (si tant est qu'il reste beaucoup de structures féodales) seraient eux aussi des adversaires puisque la résolution dit que ces structures font partie de la « société réactionnaire » et que la lutte

¹ Cf. points de repères stratégiques du 28 / 04 / 1989

se déroule entre elles et la « société moderne ». Comment expliquer alors que cette masse de paysans qui a fourni le gros des troupes de libération nationale, fait avancer l'Histoire et fait donc acte de modernité ? Ou faudrait-il en conclure que le colonialisme défendait le « société moderne » en combattant ces paysans et en les massacrant. Nous verrons plus loin, à propos de la question nationale, sur quelles conclusions monstrueuses peuvent déboucher de telles erreurs d'analyse.

Ce n'est plus, selon les auteurs de la résolution, les luttes de classe qui seraient le moteur de l'Histoire, mais les luttes à l'intérieur de chaque classe. En effet comme il y a une « bourgeoisie moderne » et une « bourgeoisie archaïque », « réactionnaire », il pourrait y avoir aussi une paysannerie « moderne » et une paysannerie « archaïque » et « réactionnaire », et pourquoi pas une classe ouvrière « moderne » et une classe ouvrière « archaïque » et « réactionnaire » puisqu'il y a bien des ouvriers qui travaillent dans des entreprises artisanales ou archaïques et qu'il y a le semi prolétariat agricole. Ainsi, chacune des classes aurait une partie d'elle dans « la société moderne et de progrès » et une autre dans la société « archaïque » et « réactionnaire ».

Bien qu'ils disent que la contradiction principale n'est ni idéologique, ni culturelle (au fait pourquoi le disent-ils ?), les auteurs de la résolution ont sans cesse recours à des critères idéologiques, culturels, voire moraux pour différencier les forces sociales ; ici « moderne » et « réactionnaire », « archaïque », « préjugés » et « idéologies passéistes », là « Front de l'idéologie libérale » (ce qui ne veut rien dire car comment un Front peut-il être celui d'une idéologie) ; là encore jérémiades moralisantes contre la spéculation ; en oubliant ce que disait Lénine, à savoir que « le capitalisme c'est la spéculation »².

Ils sont obligés d'avoir recours à ces critères parce que leur analyse ne peut s'appuyer que sur ces critères. Mais en même temps, ils s'efforcent par mille subterfuges de cacher leur procédé d'analyse : ainsi les notions de « moderne » et de « progrès », « d'ancien », « d'archaïque » et « réactionnaire », d'« ignorance » et « d'obscurantisme », sont abusivement assimilées les unes aux autres. L'analyse passe subrepticement de l'une à l'autre comme si elles étaient équivalentes et comme si leur équivalence avait été démontrée.

C'est d'ailleurs là que se trouve le mécanisme intime de l'erreur ou plus exactement ici, de la mystification. Les auteurs de la résolution ont d'évidence lu les classiques du marxisme-léninisme³. Ils y ont appris que le développement du capitalisme était un progrès par rapport aux structures précapitalistes et que c'était du populisme et un combat d'arrière garde que de prétendre le contraire. Mais de cette vérité indiscutable ils tirent une conclusion fautive, absurde : il y a une « société moderne et de progrès » qui correspond au développement du capitalisme et il y a une « société réactionnaire » qui correspond aux structures précapitalistes et féodales.

C'est une conclusion absurde parce que :

- Premièrement il y a des forces réactionnaires dans une « société moderne » et des forces progressistes dans une société même la plus arriérée. Par exemple, le fascisme a été en Europe la dictature sanglante du « dernier cri » du capitalisme moderne, le plus évolué ; le

² Cf. Lénine : « **L'impôt en nature** ».

³ Leurs sources paraissent avoir été ici « ce que sont les amis du peuple », et « quel héritage renions-nous ? » de Lénine contre le populisme, ainsi que « l'impôt en nature »

capitalisme financier. Celui-ci n'a pas hésité, par peur des masses populaires, de céder même le pouvoir politique à la petite bourgeoisie la plus réactionnaire, de se servir d'elle pour instaurer cette dictature.⁴

- Deuxièmement parce qu'elle crée deux formations économiques et sociales **dans la même société**, qu'elle dresse artificiellement un mur entre elles et qu'elle se prive par là même de partir de la réalité telle qu'elle est, de voir les différentes structures économiques et sociales existantes dans leur combinaison, leur interaction, leur unité contradictoire, leurs alliances. Bref, c'est oublier ce qui fait le cœur du marxisme, sa dialectique vivante et aboutir à une simplification mécanique de la situation.
- Troisièmement, parce qu'elle passe de critères économiques (les structures économiques) à des clivages idéologiques et qu'elle utilise ensuite ces clivages comme instrument d'interprétation de la réalité économique.

Tout ceci n'aurait pas été grave si c'était resté, ce que cela aurait dû rester, un simple exercice d'intellectuel. Mais il s'agit de la ligne générale du Parti et des conclusions pratiques, c'est-à-dire politiques, qui sont tirées de cette analyse.

Cédant à l'engouement actuellement général pour la bourgeoisie, les auteurs de la résolution voient une anomalie dans **le fait** que la bourgeoisie se présente actuellement chez nous sous la forme d'une idéologie passéiste et réactionnaire. Ils y voient une anomalie parce que, dans leur vision culturaliste, ils ont décidé que la bourgeoisie moderne, c'était l'idéologie moderne et le progrès.

Tournant le dos aux faits, à la réalité, comme la prépondérance actuelle du FIS, **qui ne serait pas possible sans le soutien de la bourgeoisie**, ils inventent une théorie d'une bourgeoisie archaïque et réactionnaire et d'une bourgeoisie moderne qui seraient en lutte sans merci, car autrement tout leur édifice tomberait comme un château de cartes. Et ils substituent alors à l'analyse scientifique de la réalité des arguments moralisants parlant « d'alliance contre nature » entre ces fractions de la bourgeoisie, reprochant à la bourgeoisie moderne de s'être laissée aller à des intérêts de classe « égoïstes » et « étroits » et de ne pas voir où se trouvent vraiment ses intérêts. Ah, s'ils pouvaient faire preuve d'autant de sollicitude pour la classe ouvrière qui est pratiquement absente du texte.

Ils ne comprennent pas qu'il est question chez nous de révolution démocratique nationale mais **à l'orée du 21^{ème} siècle**, et c'est pourquoi ils lui appliquent les critères de la révolution démocratique des 18 et 19^{ème} siècle en Occident, à l'époque où la bourgeoisie était une force révolutionnaire démocratique, bien que, déjà, comme le signalaient Marx et Engels pour l'Allemagne, et plus tard Lénine pour la révolution démocratique russe, elle perdait ce rôle.

Ils ne voient pas que notre bourgeoisie a désormais pris trop de retard :

- Parce que premièrement, **devant elle** se trouve l'impérialisme, c'est-à-dire la bourgeoisie occidentale qui l'a largement devancée et que se pose donc à notre société la question nationale de façon différente : non pas seulement en tant que lutte pour la liquidation de la féodalité et l'émergence d'Etats nationaux dans cette lutte, comme cela s'est passé en

⁴ D'autre part, l'existence de « structures précapitalistes et féodales » ne prouverait qu'une chose, c'est qu'il existe une des forces progressistes essentielles, la paysannerie, de la révolution démocratique.

Europe, mais en tant surtout que lutte contre la domination extérieure et la construction de l'Etat national dans cette lutte,

- et parce que, deuxièmement, **derrière** notre bourgeoisie se trouve la classe ouvrière, le mouvement populaire qui lui a déjà fait subir des défaites, qui a déjà contesté son hégémonie et dont elle a peur. Ceci la conduit, non pas seulement à trahir la révolution démocratique en s'alliant avec la féodalité (ou ce qu'il en reste chez nous, c'est à dire surtout son idéologie passéiste dans la petite bourgeoisie) mais en s'alliant avec l'impérialisme. La trahison de la révolution démocratique est celle aussi de la révolution nationale.

C'est pourquoi la trahison de la bourgeoisie, sa veulerie face aux nécessités du progrès social, y compris la modernité, prend dans notre pays **deux formes** qui peuvent être séparées dans leur expression idéologique et politique mais **inévitablement** convergentes : soit l'idéologie féodalo-religieuse, soit l'idéologie néocoloniale occidentale, en résumé soit le FIS, soit le RCD, avec toutes les nuances de couleur qui peuvent venir du mélange des deux et qui se retrouvent dans la floraison actuellement de petits partis bourgeois.

Cependant, l'idéologie féodalo-religieuse s'avère plus efficace parce qu'elle permet une certaine expression du nationalisme petit-bourgeois dans la mesure où elle a, elle, des racines nationales et que la question centrale est la question nationale.

Bien plus, par peur des masses, comme le massacre d'Octobre l'a montré, la bourgeoisie est prête à renoncer au pouvoir politique pour conserver son pouvoir économique et social et pour cela, elle est prête à laisser la question du pouvoir politique aux représentants les plus réactionnaires de la petite bourgeoisie.

Ce n'est pas par aveuglement, par égoïsme, pour des « intérêts de classe étroits », comme le dit la résolution que la « bourgeoisie moderne » le fait, mais au contraire, par conscience de ses intérêts, par lucidité, par la force de la situation, par **nécessité**.

Il suffit de regarder les faits. Le bijoutier qui sert de banque à la bourgeoisie et qui finance le FIS s'aplatit devant le jeune chômeur, responsable dans le FIS. Le nouveau bourgeois, qui introduit de façon impitoyable les rapports capitalistes dans l'agriculture et en détruit les structures traditionnelles, veille à entretenir son amitié avec le jeune paysan sans terre, responsable local du FIS. Bref, à la droite de Abassi Madani, il y a Belhadj et c'est celui-ci qui enflammera les masses populaires.

De la même manière que la bourgeoisie économiquement montante est obligée d'accepter la dominante politique de la petite bourgeoisie réactionnaire, elle est obligée d'accepter la domination de son idéologie (dont elle vient d'ailleurs de vérifier l'efficacité aux élections municipales).

L'idéologie de retour au passé, à l'âge d'or, va alors servir de couverture à la destruction douloureuse de ce passé. Elle va servir à la fois d'expression de la révolte, du cri de douleur des masses face à cette situation, tout en masquant ses causes véritables. Elle va servir à canaliser cette révolte, à l'orienter vers d'autres objets que la remise en cause de l'hégémonie de la bourgeoisie (les femmes, l'application de la charia), l'empêchant ainsi de devenir révolutionnaire. Le socialisme religieux, féodal va alors servir d'habit à la justification et à la défense des intérêts de la bourgeoisie.

Vue sous cet angle, l'expression des intérêts d'ensemble de la bourgeoisie sous cette forme idéologique n'est plus une anomalie, mais elle est la voie la meilleure par laquelle elle pouvait exprimer et défendre ses intérêts dans les conditions particulières de notre pays. Ou plutôt, ça n'est une anomalie que si on considère le développement du capitalisme sous la forme d'un schéma, celui du modèle de développement du capitalisme occidental, qui plus est au 18 et 19^{ème} siècle, et que l'on ne voit pas, qu'à l'orée du 21^{ème} siècle, le pouvoir de la bourgeoisie est devenu précisément une anomalie, que l'on ne voit pas que la forme idéologique que prend l'expression de ses intérêts exprime précisément son essence, à savoir qu'elle est désormais une force profondément réactionnaire. Et elle l'est d'autant plus qu'elle exerce seule son hégémonie, qu'il n'y a aucune force pour la contrebalancer, pour la lui contester (comme précisément ne le fait pas la résolution en lui reconnaissant l'initiative historique) et que la pression (*des forces de progrès et de la classe ouvrière ?*) est insuffisante.

Voilà ce que ne voit pas la résolution. Et voilà ce qu'il advient lorsqu'on remplace l'analyse de la réalité, l'analyse d'un processus historique réel par des constructions théoriques et lorsqu'on veut remplacer une analyse qui part des faits par (*des désirs ?*) politiques.

Certes, il y a des contradictions au sein de la bourgeoisie, mais ce qu'oublient les auteurs de la résolution qui leur confèrent une importance principale, c'est **qu'elles sont secondaires par rapport à l'unité de la bourgeoisie**, autrement elle ne serait pas une classe sociale, et que c'est précisément par la domination d'une partie de la bourgeoisie sur l'ensemble de celle-ci que se réalise cette unité dont elle a besoin. Lorsque cette unité n'existe plus, c'est justement l'indice qu'elle n'a plus d'hégémonie, qu'elle subit l'ascendant d'une autre classe, d'une force extérieure à elle et qu'on passe à une révolution qui n'est plus bourgeoise.

Souvenons-nous de la guerre de libération. C'est la pression des masses populaires, c'est le contenu populaire, démocratique de la révolution nationale, qui ont fait que la bourgeoisie n'y a pas eu la prépondérance et que ses penchants néo-coloniaux, réactionnaires ont été en partie neutralisés. Et c'est l'écho de cette première étape de la révolution nationale démocratique qui réveille actuellement les tendances réactionnaires de la bourgeoisie, rétablit même son unité.

L'erreur, ici, des auteurs de la résolution, c'est qu'ils ne voient pas que les classes n'existent pas en elles-mêmes, que ce qui existe, ce sont des rapports entre elles, et que ce sont ces rapports, lesquels sont des rapports de lutte, qui lient les classes entre elles, constituent leur unité et les formes que prend celle-ci à un moment donné, en fonction de la résultante des luttes de classe.

En d'autres termes, c'est la lutte de la classe ouvrière contre la bourgeoisie, le degré de son poids sur la bourgeoisie qui détermine ce qu'est celle-ci, y compris son évolution interne, et ceci aussi bien sur le plan économique que politique. Ainsi, c'est la résistance de la classe ouvrière à l'exploitation, qui a déterminé l'évolution du capitalisme, sa modernité, son développement technologique, etc. et non des qualités intrinsèques à la bourgeoisie, qui elle, n'est orientée que par une seule nécessité historique : la recherche du profit. En ne comprenant pas cela, en idéalisant la « bourgeoisie moderne », les auteurs de la résolution montrent qu'ils ne comprennent pas ce que veut dire que « la lutte des classes est le moteur de l'Histoire ».

C'est donc la lutte de la classe ouvrière qui « modernise » le capitalisme, qui le « démocratise » et qui peut déterminer en Algérie le « capitalisme démocratique » dont parle la résolution, un capitalisme avantageux à la classe ouvrière et aux masses. Autrement dit, le capitalisme « démocratique », c'est la domination politique de la classe ouvrière et de ses alliés populaires sur la

bourgeoisie, c'est la démocratie révolutionnaire, c'est la réalisation sous le contrôle, la direction de la classe ouvrière et de ses alliés, des tâches du capitalisme.

Le « capitalisme démocratique » est une contradiction, car le capitalisme c'est la dictature, le contraire de la démocratie. Mais c'est précisément cette contradiction entre la domination politique de la classe ouvrière et de ses alliés pendant la période de la révolution démocratique et le contenu économique et social bourgeois de celle-ci. C'est le capitalisme sans la domination politique de la bourgeoisie ; c'est le capitalisme avec la prédominance politique de la classe ouvrière et des autres classes populaires sur la bourgeoisie et c'est cet objectif que toute notre lutte politique doit viser, qui doit fonder notre ligne et qui détermine la conséquence de la révolution démocratique nationale.

Les auteurs de la résolution ne voient pas cette possibilité, ou plutôt ils sont capables de l'entrevoir (cf. par. 16 de la résolution) mais pour y renoncer en fait aussitôt.

Ils ne voient pas que le capitalisme est le résultat d'un rapport social, principalement entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, que le socialisme est l'inverse de ce rapport social et que la révolution démocratique nationale est un pas vers le socialisme, le pas le plus sûr parce qu'elle commence justement à inverser ce rapport.

LA CONTRADICTION PRINCIPALE ET LA REVOLUTION DEMOCRATIQUE NATIONALE

Voyons maintenant ces deux questions.

Les auteurs de la résolution ont raison de dire que la contradiction principale est une contradiction interne à notre société. C'est en effet une loi de la dialectique que ce sont les contradictions internes qui jouent le rôle essentiel et que les contradictions externes (par exemple celle qui oppose notre société aux sociétés dominantes) n'agissent qu'à travers le jeu des contradictions internes. En effet c'est le type de réponses apportées aux problèmes nationaux qui ouvrent ou ferment la voie à la domination extérieure.

C'est donc un progrès par rapport aux années 70 où tous les problèmes du pays étaient expliqués, justifiés et donc masqués par « la contradiction principale avec l'impérialisme », laquelle n'était comprise ainsi que sous l'angle d'une contradiction externe, ce qui rendait la propagande anti-impérialiste abstraite, ce qui lassait à juste titre les masses et avait fini dans les années 80 par transformer la lutte contre la domination extérieure en une simple propagande.

Mais là où les auteurs de la résolution se trompent, c'est quand ils ne voient pas que cette contradiction n'est pas interne dans le sens où elle opposerait désormais « une société moderne et réactionnaire » et que la contradiction avec la domination extérieure aurait disparu.

Elle est interne dans la mesure où cette contradiction oppose désormais de plus en plus clairement au sein de la société algérienne les formes démocratiques nationales aux forces anti-démocratiques et antinationales, dont les intérêts sont liés à la domination extérieure. Elle est interne dans la mesure où elle oppose de plus en plus clairement des algériens entre eux. Elle est interne dans la mesure où l'aspect interne de cette contradiction s'est développé, apparaît de plus en plus clairement, alors qu'il était masqué pendant la période coloniale et n'apparaissait que sous la forme d'une lutte contre des étrangers. Elle est interne enfin parce qu'avec le développement du

capitalisme et donc celui des différenciations de classe, le contenu de classe de cette contradiction, son contenu démocratique, son contenu social, s'est désormais développé.

Le développement de ce nouveau contenu devient dès lors une exigence même du développement de la révolution démocratique nationale. Il indique le passage à une nouvelle étape de cette révolution, il l'exige comme condition même de son achèvement. Il réclame un contenu démocratique, social conséquent de celle-ci, c'est-à-dire la solution des problèmes historiques de la révolution nationale du point de vue des intérêts de l'immense majorité de la population, la classe ouvrière et les masses populaires.

Ce processus historique est le résultat de la dialectique même de la RDN et s'il ne peut se développer, ce qui se développe c'est la réaction à la RDN, c'est l'influence des formes sociales dont les intérêts, dont la prépondérance est menacée par les exigences historique du développement de la RDN moderne.

L'erreur de la résolution c'est d'interpréter ce développement de la contradiction principale comme un changement de la contradiction principale. C'est toujours la même contradiction principale, celle avec la domination extérieure, avec l'impérialisme (autrement cela voudrait dire que la révolution démocratique nationale est achevée, que la question nationale est réglée) mais avec un contenu de classe nouveau.

Ce contenu de classe, ces exigences historiques de la RDN, définissent en même temps les forces historiques motrices de la RDN moderne, les désignent. La classe ouvrière est la classe la plus conséquente sur la question de la démocratie, sur la question nationale, sur la question du progrès social. Elle est donc la seule forme capable de pousser, sans crainte, le développement de la RDN jusqu'à son terme parce qu'elle vise précisément encore plus loin, au socialisme. Elle doit donc prétendre à diriger la RDN, comprendre qu'elle doit la diriger avec les autres forces populaires, notamment la paysannerie.

Ceci est une **exigence objective** de la RDN. Que les conditions politiques ne soient pas réunies pour transformer cette exigence en réalité, certes. Mais il ne s'agit pas d'en tirer la conclusion que d'autres forces sociales, et encore moins la bourgeoisie même « moderne » peuvent répondre aux exigences de la RDN et proposer à la classe ouvrière de se subordonner à elles. Ce serait duper la classe ouvrière et perdre sa confiance. Il s'agit au contraire de voir ce qui, dans nos orientations, n'a pas préparé la classe ouvrière à ce rôle et de changer notre orientation.

Ce n'est donc ni la bourgeoisie, ni ses contradictions internes qui peuvent jouer un rôle d'impulsion de la révolution démocratique nationale, ni dans la solution de la question nationale, ni dans celle de la démocratie, lesquelles forment une unité historique, indispensable dans les conditions de notre temps, dans les pays qui doivent faire leur révolution démocratique nationale dans les conditions de la domination étrangère.

La bourgeoisie, si elle a un rôle à jouer, n'y peut jouer qu'un rôle d'appoint, historiquement, à l'orée du 21^{ème} siècle, la classe ouvrière est l'une des forces historiques essentielles de la révolution démocratique et toute notre action doit consister à l'y préparer. Or l'analyse des auteurs de la résolution consiste à la limiter, à la condamner à jouer le rôle d'une force d'appoint et à condamner par là même la révolution démocratique. Ceci est particulièrement clair dans les conclusions politiques de la résolution.

De quelles manières, sur le plan politique, la résolution réduit-elle la classe ouvrière à une force d'appoint ?

1. en éludant sans cesse la question des forces dirigeantes de la RDN, ce qui fait que les références à la RDN restent finalement verbales.
2. En n'ouvrant d'autre perspective, en ne proposant d'autre alternative que le soutien au pouvoir actuel, en faisant du programme du pouvoir le programme du parti à part quelques réserves sur « des aspects particuliers », et en exhortant la classe ouvrière à en faire le sien.

Notons ici, au passage, qu'il y a là un nouveau subterfuge, la question du programme du Parti étant discrètement escamoté ; notons aussi que cette tendance au « suivisme », à faire des programmes des différents gouvernements les nôtres n'est pas nouvelle, bien qu'elle soit infiniment plus grave aujourd'hui.

Ce soutien au pouvoir à travers celui de ses réformes, est même présenté dans la résolution comme « un acte de courage ». Cette sorte de courage ne peut que masquer le manque de fermeté réelle sur la question de la place de la classe ouvrière dans la RDN, la tendance à escamoter son rôle politique et ainsi à la désarmer, à la démoraliser avant même qu'elle ne livre bataille.

Cette tendance a des racines (*mécanistes ?* ou *opportunistes ?* (le socialisme est conçu comme le produit mécanique des contradictions du capitalisme et les luttes de classes n'ont pour rôle que « d'aiguiser » ces contradictions) et réformistes qu'il serait trop long de développer ici.

Mais elle a aussi pour racine, compte tenu de l'Histoire du Parti, l'idée à première vue juste, et sans cesse reprise, que notre Parti ne peut prétendre à un rôle dirigeant dans l'état de ses forces. Cette idée n'est que l'autre face d'une idée, elle fautive, que notre Parti est celui de la classe ouvrière. Il est en effet clair que notre Parti ne peut prétendre à un rôle dirigeant car avec une telle ligne il ne peut précisément faire fusion avec la classe ouvrière, d'autant plus que la ligne préconisée lui nie en pratique son rôle historique, non pas évidemment dans le socialisme (car cela n'engage en rien) mais dans les tâches révolutionnaires de l'heure, celles de la RDN.

Le problème se trouve alors (*inversé ?*), l'état des forces du Parti étant assimilé à celui des forces de la classe ouvrière, d'où en permanence l'utilisation, dans la ligne du Parti, de ce thème du « rapport de forces » et le risque de son détournement au service de *compromissions (... ?)* successives.

Qu'en aurait-il été si Marx, Engels et Lénine avaient appliqué une telle « réal politik » (comme la qualifiait avec ironie Marx), s'ils n'avaient pas vu derrière l'état des forces organisées de la classe ouvrière les immenses forces potentielles qu'elle recèle et réduit sa stratégie, sa ligne politique générale à ses capacités du moment.

3. La résolution réduit aussi la classe ouvrière à être une force d'appoint en présentant la situation politique sous la forme de cette alternative : ou le FIS ou le pouvoir, ou la bourgeoisie réactionnaire ou la bourgeoisie moderne, car cela revient finalement à cela dans la résolution si on passe sur ses aspects littéraires.

Poser le problème en ces termes revient à terroriser les forces saines du Parti, à pratiquer un chantage sur la classe ouvrière, le même au fond que celui du Pouvoir.

Cela revient en réalité à lui fermer la porte à toute alternative réelle car c'est rendre équivalent la lutte contre la réaction et le soutien au Pouvoir. C'est n'offrir en fait comme perspective aux masses

que la réaction puisqu'elles ont déjà jugé la politique du pouvoir, qu'elles sont dans l'opposition à cette politique.

Pour justifier la politique de soutien au pouvoir, la résolution affirme, en dépit du bon sens, que les événements d'Octobre se sont conclus à « l'avantage des forces démocratiques et de progrès ». Et elle précise même qu'après Octobre s'est établi « un rapport de forces favorable (...) allant dans le sens des transformations démocratiques révolutionnaires ».

Notons tout d'abord que la question de l'évolution du rapport de forces politiques **dans la société** est ainsi éludée et que cela révèle cette tendance persistante » à regarder « vers le haut », vers le pouvoir et d'oublier ce qui se passe « en bas ». Or c'est le rapport de forces politiques dans la société qui détermine finalement celui du Pouvoir.

D'autre part quels sont **les faits** qui autorisent la résolution à affirmer qu'il y aurait eu un changement favorable du rapport de forces au sein du pouvoir ? Nous parlons ici de faits et non de ces « informations » sur ce qui se passe dans les couloirs du pouvoir et dont sont friands (*les appa ...?, ..?..*) de ces interprétations sur la « signification politique » du changement ou de la nomination de tel responsable de l'armée, de tel ministre etc... Rien n'est plus aventureux que d'asseoir une politique sur des données aussi fragiles.

Quels sont ces faits ? Quels changements y a-t-il eu dans la réalité du pouvoir ? Chadli s'est-il représenté à la présidence pour faire une autre politique ? Quel miracle se serait-il produit ?

Il n'y a qu'un moyen d'évaluer de **façon rigoureusement objective** une politique, c'est de l'évaluer, d'analyser, de voir les intérêts de quelles classes elle prend en compte, elle renforce, à quelle classe elle profite.

Le pouvoir a-t-il pris une seule mesure en faveur de la classe ouvrière, en dehors de ce que les travailleurs ont pu arracher à partit de grèves ?

Qu'on considère l'ensemble des mesures prises (les mesures réelles pas les déclarations ou les projets) et on verra qu'elles répondent à une logique, celle de répondre aux revendications, aux besoins, aux intérêts, à la pression de la bourgeoisie, comme si c'était la seule classe existante dans la société.

Poser le problème en ces termes, le pouvoir ou le FIS et en conclure qu'il faut soutenir le pouvoir, est en réalité une manière fautive de poser le problème. C'est se priver de réfléchir au lien qu'il y a entre la politique du pouvoir et le développement du FIS et d'interpréter ces deux phénomènes comme ils se présentent dans la réalité, c'est-à-dire dans leur unité.

C'est ne pas voir que ce lien, cette unité n'est que la manifestation politique d'un processus économique et social, celui de la tendance à la subordination du capital d'Etat au capital privé, et celui du passage de larges secteurs de l'Etat à la soumission, aux intérêts de la bourgeoisie dans les deux formes politiques sous laquelle celle-ci se présente, le FIS et « le parti français ».

C'est aliéner la classe ouvrière au pouvoir ou au FIS, et aux deux à la fois, c'est-à-dire à ce qu'il y a de commun à leur politique, une politique au service des possédants et qui donne quelques os à ronger au peuple.

Le vrai problème est que ce n'est pas au peuple à soutenir le pouvoir mais au pouvoir à soutenir le peuple. Il ne faut pas inverser le problème en disant au peuple : « Soutiens le pouvoir pour qu'il agisse pour toi. Soutiens le pouvoir parce qu'il est plein de bonnes intentions pour toi, la preuve, les

réformes ; il est trop faible, menacé. Et ainsi tu le renforceras pour ton propre bien ; ou alors est-ce que tu n'as rien compris et tu n'as qu'à t'en prendre à toi-même et non au pouvoir. »

Car le peuple répondra : « S'il agit pour moi, il aura mon soutien et c'est ainsi qu'il deviendra fort. Mais s'il ne peut agir pour moi c'est qu'il me dupe et je n'ai que faire de ce pouvoir. »

Si la question du soutien au pouvoir se pose, c'est précisément parce que la classe ouvrière, le peuple ne soutient pas le pouvoir. Et il faut donc réfléchir à ce qui dans la politique du pouvoir explique cette position du peuple.

Le vrai problème est que la classe ouvrière (et elle le fait déjà mais instinctivement, spontanément, de façon insuffisamment organisée) doit lutter contre la politique du pouvoir dans la mesure où elle est le terrain sur lequel se développe la réaction, de façon indirecte ou directe.

Le vrai problème c'est que la classe ouvrière doit soutenir ses propres intérêts politiques et sociaux et ceux des masses populaires.

Certes nous ne sommes pas indifférents à la forme que prend le pouvoir, y compris celui de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, démocratique ou dictatorial, et c'est une question d'une grande importance. Mais il faut bien comprendre, car c'est un aspect crucial, que cette forme ne dépend pas du soutien que nous apportons au pouvoir ou à telle ou telle tendance politique de la bourgeoisie, mais au contraire de la lutte déterminée contre la domination politique de la bourgeoisie sur notre société.

La classe ouvrière doit avoir son propre programme, sa propre politique, **indépendante** du pouvoir actuel et des autres formes politiques. Le programme doit correspondre rigoureusement à la défense de ses intérêts et de ceux des masses, c'est-à-dire à une solution démocratique conséquente des problèmes actuels du pays dans tous les domaines de la vie politique, économique et sociale.

LA QUESTION NATIONALE

Simplifiant et donc défigurant le marxisme, les auteurs de la résolution en arrivent inévitablement à farder la réalité de l'impérialisme. L'impérialisme n'est plus pour eux, comme le soulignait Lénine ; « **La réaction sur toute la ligne et le renforcement de l'oppression nationale**, conséquence du joug de l'oligarchie financière et de l'élimination de la libre concurrence »⁵.

Au contraire, cette vision de l'impérialisme ne peut, selon eux, « à la limite ne se comprendre que **dans le cadre de la vulgarisation et de la propagande générale** (!), en particulier dans les moments de forte poussée du mouvement révolutionnaire ou bien lorsque l'impérialisme fait ouvertement bloc contre le pays ».

En clair, cela voudrait dire que l'impérialisme n'est réactionnaire que lorsque le mouvement révolutionnaire se développe et que c'est donc la faute du mouvement révolutionnaire si l'impérialisme est réactionnaire ? Et donc conclusion : le mouvement révolutionnaire doit ménager l'impérialisme pour que celui-ci ne soit pas ... l'impérialisme.

⁵ Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*.

Cela peut paraître énorme mais c'est confirmé par la suite de la résolution qui nous explique que « c'est la politique trop bruyante menée dans les années 60 par les pays socialistes en direction des pays nouvellement libérés » qui « a obligé l'impérialisme à relever le défi » ; et que c'est « la radicalisation (des) pays d'orientation socialiste » qui a amené le capitalisme international à apparaître « comme un bloc uni derrière la politique néocolonialiste des puissances ex-colonisatrices (avec son expression féodalo-libérale dans les pays libérés) et de ses intérêts conservateurs et réactionnaires ».

C'est confirmé aussi par ce qui est dit sur la dette extérieure. Là nous avons droit à un cours sur le crédit (cette notion étant d'ailleurs substituée à celle de la dette extérieure) et à des considérations ironiques sur ceux qui ne comprennent pas que « la dette correspond à la stricte logique du développement économique contemporain » et qui ne voient pas « le crédit comme condition révolutionnaire d'une reproduction sans cesse élargie ».

« Stricte logique », certes mais celle comme le faisait remarquer Lénine de « l'exploitation de nombre toujours grandissant de nations petites ou faibles par une poignée de nations extrêmement riches et puissantes », et que l'un des traits distinctifs de l'impérialisme qui le font caractériser par un capitalisme parasitaire ou pourrissant » c'est « la création d'un Etat rentier », d'un « Etat usurier », dont la bourgeoisie vit de plus en plus de l'exploitation de ses capitaux et de la « tonte des coupons ». ⁶

Et ils choisissent ce moment historique, celui où profitant des difficultés momentanées du socialisme mondial, l'impérialisme montre son vrai visage, « de réaction sur toute la ligne et d'oppression nationale », reprend ses formes les plus archaïques » (pour reprendre le vocabulaire de la résolution), revient à la politique de la canonnière en faisant débarquer les troupes dans le Golfe, au Panama, etc., pour nous présenter cette nouvelle théorie de l'impérialisme.

Heureusement que nous vivons une période d'accélération extraordinaire de l'Histoire et que de telles théories ne peuvent survivre longtemps face à la réalité et que nous ne sommes plus à l'époque où les théories réformistes de la social-démocratie pouvaient durablement tromper le mouvement ouvrier.

C'est d'ailleurs sur cette accélération de l'Histoire que la classe ouvrière, le Parti doivent fonder leur optimisme car elle révèle, quels que soient les hauts et les bas de la lutte des peuples, mieux, elle exprime le développement extrêmement rapide des contradictions de l'impérialisme.

L'offensive actuelle de l'impérialisme peut lui donner une apparence de vitalité et c'est ce qui explique d'ailleurs l'apparition, comme toujours dans ces moments, de telles théories.

Mais face à cette offensive, il aurait fallu conclure que la lutte contre l'impérialisme devrait être encore plus déterminée, et que si elle est la conséquence d'un affaiblissement des Etats socialistes, elle doit désormais s'appuyer encore plus sur l'autre instrument de lutte dont dispose la classe ouvrière et les peuples : le mouvement de masse sous toutes les formes modernes qu'il prend (mouvements nationaux, mouvements contre la dette extérieure, mouvements écologistes, etc...). Or la résolution ne tire pas cette conclusion.

Ses positions sur l'impérialisme ne sont que la conséquence logique de ses positions sur la bourgeoisie et le développement du capitalisme. A propos de telles positions, on pourrait reprendre ce que disait Lénine sur les positions de Kautsky, le chef de la 2^{ème} internationale. Il disait que la

⁶ Idem Lénine, **L'impérialisme, stade suprême du capitalisme.**

position de celui-ci était « plus subtile, mieux masquée » mais qu'elle revenait à « la conciliation avec l'impérialisme et au raisonnement cynique autant que vulgaire (qui) est celui-ci : l'impérialisme, c'est le capitalisme contemporain ; le développement du capitalisme est inévitable et progressif ; donc l'impérialisme est « progressif, donc il faut se prosterner devant lui et chanter ses louanges ». ⁷

Sur la question nationale, la résolution n'est précisément qu'un retour aux vieilles thèses de la 2^{ème} internationale, sous une forme un peu nouvelle.

Les « socialistes » d'Algérie disaient en 1920 : « il s'agit de délivrer les colonies des méthodes impérialistes et non de les abandonner ». Les dirigeants de la 2^{ème} internationale développaient en fait la thèse de « la mission civilisatrice du colonialisme » et n'en condamnaient que les méthodes.

La résolution **ne dit pas au fond autre chose**, même si elle le fait de façon plus voilée, en disant que « le mouvement de libération nationale moderne s'oppose à la colonisation non pas parce qu'elle détruit les structures socio-économiques arriérées et stagnantes et les modes de conscience périmées qui leur correspondent , **mais il s'oppose** à la colonisation parce qu'elle les détruit par le feu, le fer et le sang (...), et que « ce n'est pas d'excès de modernité et de civilisation (!) dont est coupable la colonisation française, mais au contraire de leur dramatique insuffisance ».

En clair, la colonisation aurait été bonne si elle n'avait pas employé des méthodes, et si elle avait apporté plus de modernité. Comme si on pouvait séparer le colonialisme de ses méthodes et si elles ne révélaient pas sa nature.

Certes le texte se sent obligé d'ajouter que « par nature » le colonialisme ne pouvait faire accéder l'Algérie à la modernité, mais il n'ajoute ainsi qu'une contradiction de plus à ce qu'il dit. Les longs développements par la suite sur la barbarie du colonialisme sont parfaitement inutiles pour un peuple qui sait ce qu'est le colonialisme et n'arrivent pas à atténuer la thèse ainsi développée, car à vouloir trop prouver on prouve exactement le contraire.

Voici ce que disait en 1922, la Section de Sidi bel Abbes exclue de l'internationale communiste pour ses positions : « (...) les indigènes de l'Afrique du Nord sont composés en majeure partie d'arabes réfractaires à l'évolution économique, sociale, intellectuelle et morale indispensable aux individus pour former un Etat autonome (...) ».

C'est peut-être dur à dire mais la résolution ne dit pas au fond autre chose, même si elle le dit de façon plus élégante avec sa théorie de la « société moderne » et de la « société réactionnaire », archaïque.

Ainsi se trouvent annulés tous les efforts douloureux, difficiles du mouvement de libération nationale, tous les efforts du Parti pour faire du Marxisme une idéologie nationale.

Les autocritiques faites dans le passé, et qui retracent cette lutte permanente pour passer de l'erreur à la vérité se trouvent elles aussi gommées dans la résolution. On les remplace par une discussion dérisoire pour savoir si elles étaient des « demi erreurs » ou des « demi vérités », en oubliant qu'une demi vérité c'est précisément un mensonge.

Cet avant-projet de résolution risque de déshonorer notre Parti. Il doit être retiré.

⁷ Lénine, **Impérialisme, stade suprême du capitalisme**.

LES PROBLEMES DE FONCTIONNEMENT DU PARTI

Sur cette question, point n'est besoin d'entrer dans les détails. Les camarades connaissent la situation. Ils la vivent.

La convocation d'un Congrès n'a cessé d'être reportée depuis 2 ans ; alors qu'il aurait fallu le réunir au plus vite, dès la sortie de la clandestinité, et profiter ainsi, sans perdre de temps, des possibilités offertes par la légalité.

La justification donnée sur la nécessité de bien préparer ce congrès n'est pas acceptable, surtout pour un Parti qui est l'un des plus anciens d'Algérie. C'est un argument administratif qui considère cette préparation « par le haut », non pas du point de vue des nécessités de la lutte et d'une situation concrète qui rendait urgent ce congrès, mais du point de vue de la préparation des organes de direction à ce congrès.

C'est ne pas voir que le processus de préparation de ce congrès était précisément le meilleur instrument de solution des problèmes idéologiques, politiques et d'organisation du Parti et qu'il n'y en avait pas d'autre.

Au-delà du souci légitime, mais qui n'aurait pas dû être paralysant, de préparer le congrès dans les meilleures conditions, il aurait fallu comprendre qu'à ce moment là, dans les circonstances particulières de la vie du Parti et du Pays, ce congrès ne pouvait attendre, que l'essentiel était qu'il nous rassemble et que c'était le **meilleur organe de direction** du Parti dont nous disposions pour préparer les camarades aux luttes à partir de leur existence de lutte.

Il aurait fallu voir que quelles que soient les capacités d'une direction, il était impossible dans des tournants historiques pareils, qu'elle assume, à elle seule la responsabilité du Parti, de son orientation, de l'analyse de la situation nationale et internationale. Là est une conception de la responsabilité qui devrait nous différencier des conceptions petites bourgeoises, étroites, à la fois suffisantes et culpabilisantes.

De toute façon, on juge d'une méthode à la pratique, à ses résultats. Il faut donc se demander si le report continu du congrès a renforcé ou affaibli le Parti, s'il a fait avancer la solution des problèmes du Parti ou s'il a risqué de les faire pourrir, si le congrès qui normalement doit se tenir dans les plus brefs délais, va désormais avoir lieu dans une situation de renforcement ou d'affaiblissement du Parti.

L'ajournement du congrès a prolongé dangereusement les méthodes de cooptation des organes de direction. Le danger de ces méthodes est leur caractère discrétionnaire dans le choix des cadres, dans la définition de qui est «cadre » et qui ne l'est pas, dans les décisions de réunion de cadres.

Cet aspect est atténué en « période normale » quand ne se pose pas les problèmes de fond, d'orientation, mais il se développe et se révèle avec acuité dans les périodes de crise.

La cooptation a contribué à creuser un fossé entre les organes de direction et la base du Parti, à éloigner ceux-ci de celle-là en ne permettant pas l'ajustement de ces organes aux nouvelles exigences de la lutte, telles qu'elles peuvent être communiquées au Parti et représentées par les nouvelles forces qui y arrivent .

Elle a freiné le renouvellement et le rajeunissement des cadres du Parti, dans un pays où l'essentiel de la population est jeune et (elle) a contribué à l'affaiblissement de la sensibilité du Parti aux nouvelles réalités sociales et culturelles du pays. Elle a donc contribué à la stagnation du Parti.

Elle a favorisé la propension à chercher des solutions administratives aux problèmes de fond du Parti, la tendance à situer les problèmes du Parti dans des problèmes « organiques » (problèmes de « structuration », de réunions de cellules, de présences etc...) en inversant ainsi les problèmes et en ne voyant pas que ces problèmes organiques n'étaient que la conséquence des problèmes de fond, avant tout d'orientation des luttes. Bref, elle a été l'un des facteurs du développement des problèmes d'orientation du Parti en une crise des organes de direction et en une crise de confiance à l'égard de ces organes.

A la cooptation, il ne peut y avoir d'autres solutions que l'élection des organes de direction du Parti à tous les niveaux. La question de la cooptation pose donc directement le problème de la démocratie au sein du Parti.

A ce sujet, déjà pendant la clandestinité, il y avait tendance à l'existence d'une conception, à notre avis, erronée du centralisme démocratique. De ces conditions de clandestinité, on tirait la conclusion qu'il fallait veiller au centralisme, au lieu de comprendre qu'il fallait au contraire veiller à la démocratie, au maximum de démocratie possible, puisque le centralisme avait tendance naturellement à se renforcer. En effet, dans l'unité contradictoire entre centralisme et démocratie, c'est la démocratie qui joue le rôle déterminant, moteur, car sans elle pas de maîtrise de la réalité, pas de discipline librement consentie fondée sur la conviction et la conscience, car c'est elle qui fonde la confiance envers les organes de direction et donc leur autorité.

Il est évident que le Parti ne peut défendre la démocratie dans la société s'il ne la défend pas d'abord en son sein.

QUE FAIRE ?

Nos propositions découlent de l'analyse qui vient d'être faite.

L'appel que nous adressons aux camarades est fondé sur les conclusions suivantes :

1. La situation actuelle ne peut plus durer au risque de l'effondrement du Parti.
2. La crise a pris une telle acuité que ce qui est en jeu c'est non seulement l'avenir du Parti mais l'avenir même des idées du socialisme scientifique en Algérie.
3. La direction n'a pu sortir encore le Parti de la crise
4. Cette situation exige l'intervention du Parti dans son ensemble, c'est-à-dire de la base du Parti. Il n'y a pas d'autre moyen pour engager un processus de redressement du Parti à la mesure des exigences historiques actuelles. Aujourd'hui l'esprit de Parti se mesure à la conscience de cette situation et de la responsabilité qu'elle entraîne pour chacun de nous.

C'est pourquoi, nous demandons aux camarades d'agir sous toutes les formes (délégations à la direction, pétitions, actions etc.) pour exiger :

1. Le retrait de la déclaration du 18 juin et de l'avant-projet de résolution politico-idéologique de juillet.
2. La convocation d'un congrès dans les plus brefs délais et l'annonce immédiate de la date de ce congrès.
3. Un rapport de la direction sur la situation et les problèmes du Parti.

Chers camarades,

L'articulation qu'il y a entre la crise d'orientation du Parti et sa crise de fonctionnement montre bien qu'il s'agit d'un processus qui ne peut être réduit à des facteurs individuels.

Il s'agit de lutter contre un programme et non contre des individus. S'il s'agit d'être sans complaisance dans la critique, il s'agit aussi de ne jamais oublier que chaque camarade, chaque responsable et chaque militant mérite le respect et l'affection des autres camarades pour son engagement dans le Parti, qui a déterminé sa vie.

Sur la question des erreurs au sein du Parti, nous partons du point de vue qu'elles sont un moment dans la recherche de la vérité et nous savons combien il peut être difficile d'assumer des responsabilités dans la tourmente historique actuelle.

Sur cette question, rien ne peut mieux résumer notre point de vue que ce que disait Lénine :

« Nous ne devons pas dissimuler nos erreurs devant l'ennemi. Celui qui craint pareille chose n'est pas révolutionnaire. Au contraire, si nous déclarons ouvertement aux ouvriers : « oui, nous nous sommes trompés », cela veut dire que nos erreurs ne se reproduiront plus. » (Lénine au 3^{ème} congrès de l'Internationale communiste).

Alger le 28 août 1990

Signataires :

Sadek AISSAT

Akila AOUAMI

Ahmed CHAREF EDDIN

Djamel LABIDI

Abdelatif REBBAH

Mohamed TINE